Santé Québec des Îles

PAR COURRIEL

Îles-de-la-Madeleine, le 1er octobre 2026

[redacted]

Objet : Votre demande d'accès à l'information (N/Réf. : 26-SQ-0001-426)

Bonjour,

Nous donnons suite à votre demande d'accès à l'information reçue le 2 septembre 2026, par laquelle vous souhaitez obtenir, pour Santé Québec des Îles, les documents suivants :

Les contrats publics octroyés par Santé Québec, au cours des cinq (5) dernières années, aux entreprises suivantes :

- Béton provincial (NEQ : 1162701206);
- Béton provincial Ltée (NEQ : 1162701206);
- Béton provincial Préfab (NEQ : 1162701206);
- Béton provincial finance Ltée (NEQ : 1178509437);
- Béton provincial div. Granby Ltée (NEQ : 1166743840).

Plus précisément, vous souhaitez obtenir les renseignements suivants :

1. Le numéro du contrat;
2. La date d'octroi;
3. L'objet du contrat;
4. La région administrative concernée;
5. Le montant initial du contrat;
6. Le montant final du contrat, lorsque différent;
7. Les avenants, modifications ou prolongations accordés;
8. Le mode d'adjudication utilisé (appel d'offres public, invitation, gré à gré ou autre);
9. Les documents de divulgation contractuelle disponibles;
10. Tout rapport, tableau, relevé ou document permettant d'identifier et de retracer les contrats attribués à ces entreprises durant la période visée.

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, RLRQ, c. A-2.1, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-jointe une note explicative à cet effet.

En espérant le tout à votre convenance, veuillez accepter nos plus sincères salutations.

En remplacement de Chantal Provost, directrice de la qualité, de l'évaluation, de la performance et de l'éthique



François Bérubé, PDG de Santé Québec des Îles
FB/cc

Pièce jointe (1)

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit ; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

Commission d'accès à l'information
525, boul. René-Lévesque Est, bur. 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9

Tél. : 418-528-7741
Téléc. : 418-529-3102

Montréal

Commission d'accès à l'information
2045, rue Stanley, bur. 900
Montréal (Québec) H3A 2V4

Tél. : 514-873-4196
Téléc. : 514-844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135). La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).